

Gilles J. GUGLIELMI

Professeur de droit public

à l'Université Panthéon-Assas (Paris-II)
12, place du Panthéon
75231 PARIS CEDEX 05
01 44 06 90 76

courriel : pr@guglielmi.fr

site : www.guglielmi.fr

Agrégé de droit public - 1992, Diplômé de Science Po Paris (section Service Public) - 1984
Agrégé d'Economie et Gestion (A) - 1984, Diplômé de l'Essec (Finances Fiscalité) - 1983

Président de la Section Française de l'Institut Ibéroaméricain de droit constitutionnel.

Membre honoraire du Colegio de Abogados de San Juan (Argentine).

Membre associé au programme de Doctorat en Droit de l'université de Medellin (Colombie)

Membre associé au programme de Doctorat en Droit et de Maestria en Droit de l'université Santo Tomas de Tunja (Colombie).

Expert scientifique du Programme d'appui et de soutien à la Recherche Scientifique n° 135 du Ministère de l'Enseignement supérieur de Côte d'Ivoire.

Audition par le Sénat (Rapport Gorce) le 22 janvier 2014 sur l'Open data et les données personnelles. Audition par l'Assemblée nationale (Rapport Le Borgn') le 13 juin 2013 sur la coordination des droits européens. Audition par le Conseil économique et social régional d'Aquitaine, 3 sept. 2010, sur le thème « Services publics et territoires ». Audition par la MFP (Mutualité Fonction publique), le 2 avr. 2009, sur « l'avenir du service public en France ». Audition par la FSU (Fédération Syndicale Unitaire), 28 et 29 nov. 2007, sur « les formes et structures publiques de contractualisation ». Audition par la Mission d'évaluation électorale de l'OSCE/BIDDH sur l'élection présidentielle de 2007 (rapport).

Membre du Comité éditorial de la collection « Droit et technologie » aux Editions Romillat.

Membre du comité de lecture de plusieurs revues (RFAP, Jurisdoctrina, Revue Générale du Droit, Revue Québécoise de Droit international, des Editions Larcier, Journal of Law, Economics and Regulation – Universidad Pontificia Javeriana (Colombie), Acta Universitatis George Bacovia – Université George Bacovia (Bacau, Roumanie), Revue Africaine de Finances Publiques (Cameroun).

Membre du Conseil d'orientation de l'URFIST de Paris.

Membre du jury du Concours d'agrégation de droit public CAMES [Cotonou – Bénin (nov. 2009) ; Abidjan – Côte d'Ivoire (nov. 2011)].

OUVRAGES

5. - *Gestión privada de los servicios públicos*, Buenos Aires, Ed. Ciudad Argentina, 2004, 172 p.
4. - *Droit administratif général*, tome II, Les régimes, Universitoo, 2003, 344 p.
3. - *Droit administratif général*, tome I, Les structures, Universitoo, 2002, 328 p.
2. - *Introduction au droit des services publics*, Paris, L.G.D.J. (coll. Systèmes), nov. 1994, 178 p.
1. - *La Notion d'Administration publique dans la Théorie juridique française, de la Révolution à l'arrêt Cadot (1789-1889)*, Paris, L.G.D.J. (coll. bibl. de droit public), 1991, 378 p.
Ouvrage honoré d'une subvention du Secrétariat d'Etat aux Anciens Combattants (O.N.A.C.).

En collaboration

1. - *Droit du service public*, Paris, Montchrestien, (coll. Domat), 3ème éd. 2011, 806 p., avec G. Koubi (2ème éd. 2007 ; 1ère éd. 2000).

Direction d'ouvrages collectifs

16. - *Le droit constitutionnel des collectivités territoriales, Perspectives comparées*, Berger-Levrault, (à paraître 2015), co-dir. avec Julien Martin.
15. - *Le vote électronique*, Lextenso, 2015, 322 p., co-dirigé avec Olivier Ihl.
14. - *Transparence, démocratie et gouvernance citoyenne*, Ed. Panthéon-Assas, coll. Colloques, 2014, 257 p., co-dir. avec Elisabeth Zoller.
13. - *La démocratie de proximité. Bilan et perspectives de la loi du 27 février 2002*, Berger-Levrault, 2013, 240 p., co-dir. avec Julien Martin.
12. - *Mélanges en l'honneur du professeur Jacques Chevallier - Penser la Science administrative dans la post-modernité*, (comité scientifique), Lextenso, 2013, 600 p.
11. - N° spécial de revue : « *Droit public et nouvelles technologies* », Jurisdoctoria n° 8, 2012.
10. - *Voyages en l'honneur du Professeur Geneviève Koubi*, Lextenso-L'Epitoge, 2012, co-dir. avec Mathieu Touzeil-Divina, 345 p.
9. - *Le plagiat de la recherche scientifique*, Lextenso, 2012, co-dir. avec Geneviève Koubi, 228 p.
8. - *La Notion de continuité, des faits au droit*, L'Harmattan, coll. Logiques juridiques, 2010, co-dir. avec Geneviève Koubi et Guillaume Le Floch, 330 p.

7. - *La Faveur et le Droit*, P.U.F., 2009, 412 p.
6. - *Droit et Economie : Interférences et interactions. Mélanges en l'honneur de Michel Bazex*, Litec, 2009, co-dir. avec Geneviève Koubi et C. Prébissy-Schnall.
5. - *Esprit de corps, Démocratie et Espace public*, P.U.F. (coll. La Politique éclatée), 2005, 324 p. co-dir. avec Claudine Haroche.
4. - *Histoire et service public*, P.U.F. (coll. Politique d'aujourd'hui), 2004, 444 p.
3. - *La Gratuité, une question de droit ?* L'Harmattan, 2003, 238 p., co-dir. avec Geneviève Koubi.
2. - *L'Egalité des chances. Analyses, évolutions, perspectives*, La Découverte, 2000, 268 p., co-dir. avec Geneviève Koubi.
1. - *Mélanges en l'honneur de Georges Dupuis*, L.G.D.J., 1997, co-dir. avec Geneviève Koubi et Pascale Gonod.

ARTICLES RECENTS

Dans des ouvrages collectifs :

21. - “La naissance d'un agenda de recherche” (avec O. Ihl), in G. J. Guglielmi et O. Ihl (dir.), *Le vote électronique*, Lextenso, 2015, p. 1-11.
20. - “L'Open Data français est un service public”, à paraître en anglais “French Open Data system is a 'service public'” in D. Bourcier et P. De Filippi, *Open Data and Personal data, Scientific perspective*, Springer Verlag, 2015, à paraître. Version française disponible sur le site www.guglielmi.fr
19. - “Les approches juridiques du vote électronique : le cas français”, in G. J. Guglielmi et O. Ihl, *Le vote électronique*, Lextenso, 2015, p. 121-135.
18. - “Gouvernance et participation : les villes intelligentes font-elles le co-citoyen ?”, intervention au Colloque Démocratie, participation et gouvernance citoyenne, CDPC (Paris-II), 23-24 mai 2014, in G. J. Guglielmi et E. Zoller (dir.), *Transparence, démocratie et gouvernance citoyenne*, Ed. Panthéon-Assas, coll. Colloques, 2014, p. 219-231.
17. - “Épistémologie des blogs juridiques, une contribution à l'écriture du droit” (avec G. Koubi), intervention à la journée d'études du Centre de Théorie et Analyse du Droit (ENS Ulm), *L'épistémologie des blogs juridiques*, 15 juin 2014, à paraître.
16. - “Présentation de l'article « Les idées de M. Duguit »” (avec G. Koubi), in *Miscellanées Maurice Hauriou*, M. Touzeil-Divina (dir.), Lextenso -L'Epitoge, 2014, p. 1-32.

15. - “Service public et numérisation : une révolution lente ?” intervention au colloque Le service public au défi de la modernisation, Université Ibn Zohr, Agadir, 6 juin 2014, à paraître.
14. - “La place et le rôle du service public en droit administratif français”, intervention au colloque Regards croisés sur l'évolution du droit administratif en France et en Russie (Clermont-Ferrand 23-24 janvier 2014), à paraître.
13. - “Le droit public comparé au XXIème siècle. Objet, finalités et méthodes”, avec E. Zoller, A. Duffy, C. Denizeau, Rapport (Manifeste) de l'équipe scientifique du Centre de Droit public comparé, sur le site de l'université Panthéon-Assas Paris-II, http://www.u-paris2.fr/CDPC0/0/fiche___pagelibre/
12. - “L'Administration, une inexistence créative” in *Penser la science administrative dans la post-modernité*, Mélanges en l'honneur du Professeur Jacques Chevallier, LGDJ, 2013, p. 85-92.
11. - “Hacktivisme, Droit et Démocratie”, communication au colloque “E-Révolutions et Révolutions, Résistances et résiliences”, Université de Lille-II, CERAPS, 20 et 21 déc. 2012, à paraître.
10. - “La carte postale, objet exemplaire de la mutabilité du service public” in *Voyages en l'honneur du Professeur Geneviève Koubi*, Lextenso-L'Epitoge, 2012, (G. J. Guglielmi et M. Touzeil-Divina dir.), p. 211-224.
9. - “Intérêt public local et laïcité”, in *Laïcité et collectivités territoriales*, (H. Portelli, dir.). Territorial Editions, 2013, p. 17-21.
8. - "Mondialisme ou universalisme dans The Original Series de Star Trek (1966-1969)", in *Idées politiques et Séries télévisées*, M. Touzeil-Divina (dir.), Presses univ. et jurid. de Poitiers – LGDJ, 2013, p. 69-79.
7. - “La gratuité en droit public”, in N. Martial-Braz et C. Zolinsky (dir.), *La gratuité, un concept aux frontières de l'économie et du droit*, LGDJ, coll. Droit et économie, 2013, p. 101-116.
6. - “Numérisation des données publiques et données publiques numériques”, in B. Teyssié (dir.), *La Communication numérique, un droit, des droits*, Ed. Panthéon-Assas, 2012, p. 539-556.
5. - "Plagiat et fonctions du droit" in G. J. Guglielmi et G. Koubi (dir.), *Le plagiat de la recherche scientifique*, Lextenso, 2012, p. 223-228.
4. - "La laïcité, le totem de la République?", in *Au coeur de la laïcité : dialogue et tolérance*, Actes du Colloque de Poissy, Mare et Martin, 2012, p. 235-254.
2. - "Traces de droit" (avec G. Koubi), in A. Cammilleri et F. Pressecq, *Actes du colloque "Crédibilité scientifique et droit"*, Novamems, 2012, p. 8-19.

1. - "La continuité du service public : un principe de fonctionnement ou une essence première ?", in G. Koubi, G. Le Floch, G. J. Guglielmi (dir.), *La Notion de continuité, des faits au droit*, L'Harmattan, coll. Logiques juridiques, 2011, p. 267-290.

Dans revue internationale à comité de lecture, ou colloque international à comité scientifique

6. - "De la légitimité théorique d'un 'droit constitutionnel local', un regard de droit public comparé", à paraître in *Actes du colloque* du 17 avril 2015 « Le droit constitutionnel des collectivités locales », Ed. Faculté Sciences juridiques économiques et sociales de Souissi, Université Mohamed-V de Rabat, Maroc, 2015.

5. - "Características francesas del sistema de datos abiertos", à paraître en espagnol in *Revista general de derecho administrativo*, (A. Muñoz Machado dir.), Universidad Complutense, 2015. La version française sera disponible sur le site www.guglielmi.fr

4. - "Mercado interior europeo y Gobiernos locales en Francia", in *Cuadernos de Derecho Local (QDL)*, núm. 35, junio de 2014, pp. 27-38. Version française disponible sur le site www.guglielmi.fr

3. - "Les articulations du droit économique, du droit privé et du droit public", in A. Bedia et C. Kouable « Les enjeux du droit économique et le développement des infrastructures », Laboratoire d'Analyse et de Modélisation des Politiques Economiques, Université Alassane-Ouattara, Abidjan, à paraître 2015.

2. - "Visto por sus padres fundadores: el derecho administrativo", A. Matilla (dir.), *La Ciencia del Derecho administrativo*, Ed. Universidad Externado de Colombia, Bogotá, à paraître 2015.

1. - "L'expérience française des contrats de partenariat : depuis les montages acceptés par la jurisprudence jusqu'à la législation par ordonnance" A. El Hajjami (dir.), *Vers un cadre juridique du partenariat public-privé au Maroc*, Ed. Faculté Sciences juridiques économiques et sociales de Souissi, Université Mohamed-V de Rabat, E.R.M.D.J. Équipe de recherche sur la modernisation du droit et de la justice, 2014, p. 47-55.

Dans revue nationale à comité de lecture

4. - "Des réseaux, du service public et de la révolution de leurs usages", in « Les téléservices publics », dossier *RFAP* 2013, n° 146, p. 433.

3. - "Statuts et droits des usagers et des agents des services publics locaux", *Revue Générale des Collectivités Territoriales*, 03/2012, n° 51, p. 3-10.

2. - "La société publique locale, un nouvel outil de gestion des services publics locaux", Dossier SPL, *RDP* 2011, p. 718.

1. - "La juridiction administrative, seule juge des productions des enseignants-chercheurs", note sous Cass. Civ. 1ère, 23 février 2011, Madame Maurel-Indart, *AJDA* 2011, p. 738.

MISSIONS À L'ÉTRANGER

- *Cardiff Law Scholl* - Pays de Galles (1993), Cours magistral de Droit administratif français (LLM).
- *UFSI Antwerpen* - Belgique (1995), Séminaire doctoral.
- *Université de Szeged* - Hongrie (1997), Cours magistral de Droit du service public (4^{ème} année).
- *Universidade Federal Fluminense* (Rio de Janeiro) - Brésil (mai 2001), Séminaire doctoral.
- *Unitar* (sommet sur la société de l'information) - Mali (mai 2002), Conférence sur l'administration électronique.
- *Université de Bamako* - Mali (avril 2003) : Cours doctoral ; (avril 2006) : Cours de M2 ; (mai 2007) : (mai 2009)
- *Universidad del Rosario* de Bogotà - Colombie (mai 2003) : Séminaire doctoral sur la décentralisation.
- *Universidad de Medellin* - Colombie (mai 2003) : Colloque international, communication sur la notion juridique de sécurité ; (mai 2007) : Colloque international, communication sur les problèmes et réformes de la Justice en France.
- *Universidad Pontificia Comillas* de Madrid- Espagne (sept. 2003) : Cours sur le vote électronique ; (mai 2006) : Conférence sur le CPE.
- *Université Lomonossov (Collège universitaire français de Moscou)* - Russie (oct. 2003) : Les fondements du droit administratif français.
- *Universidad del Salvador* de Buenos Aires et *EPOCA* - Argentine (2000, 2001, 2003, 2004), Cours magistral de Droit du service public (PostGrados).
- *Ecole centrale des cadres du Parti Communiste chinois, Pékin et Cheng-Du* – Chine (2005), Cours de Droit du service public.
- *Universita « Carlo Bo » di Urbino* – Italie (mars 2006), Colloque international, communication sur les problèmes et réformes de la Justice en France.
- *Universita La Sapienza di Roma* – Italie (mai 2006), Rencontres Paris-2/LS, communication sur la nullité des contrats et la continuité du service public.
- *Universidad de Tunja* - Colombie (août 2007) : Colloque international, communication sur les contrats publics.
- *Université de Saint-Pétersbourg (Collège universitaire français)* - Russie (nov. 2008) : Les fondements du droit constitutionnel français.
- *Université Charles de Prague* - Tchéquie (mars 2009, mai 2011) : Les fondements du droit administratif français.
- *Université de Tunis El Manar* – Tunisie (mars 2009) : Colloque sur la contractualisation ; (déc. 2009) : Colloque sur l'aménagement durable.
- *Ecole nationale d'administration publique du Brésil* – Brasilia (sept. 2009) : Colloque sur la professionnalisation et la consolidation du service public dans un contexte de réforme des politiques publiques, (en coll. avec l'ENA française).
- *CAMES*, Cotonou – Bénin (nov. 2009) : Membre du jury du Concours d'agrégation de droit public
- *Université Autonome de Barcelone* – Espagne (janv. 2010, mars 2011, mars 2012) : Cours de droit administratif L3.
- *Université de Tunis, Faculté de Droit, ATSA* – Tunisie (mars 2010) : Colloque Le Service public aujourd'hui.
- *Université de Tunis, Faculté de Droit, Ministère de l'Intérieur tunisien CFAD* – Tunisie (juin 2011) : Colloque La décentralisation et la démocratie locale en Tunisie : enjeux et perspectives.

- *CAMES*, Abidjan – Côte d'Ivoire (nov. 2011) : Membre du jury du Concours d'agrégation de droit public
- *SDA Ceparu si Irimia*, Bucarest – Roumanie (sept. 2011) : colloque sur les PPP.
- *Universidad Austral de Buenos-Aires*, Faculté de droit – Argentine (déc. 2011) : séminaire de recherche.
- *Université de Rabat-Souissi, Faculté de Droit* – Maroc (février 2012) : colloque sur les PPP.
- *Universidad de Tunja* - Colombie (sept. 2012) : Colloque international, communication sur les contrats publics ; Cours doctoral sur les contrats publics.
- *Institut de droit administratif de la Faculté de droit de Salta, Fiscalia del Estado de Salta, ENA*, Salta – Argentine (mars 2013) : Séminaires de contentieux administratif.
- *Congrès de Tucuman* - Argentine (sept. 2013) : Création de la section française de l'*Institut Ibéroaméricain de droit constitutionnel*.
- *Université de San Juan* - Argentine (sept. 2013) : séminaire de contentieux administratif, cours sur les services publics.
- *Université de Mendoza* - Argentine (sept. 2013) : séminaire de contentieux administratif, cours sur les contrats publics.
- *Université autonome de Madrid (UAM)* - Espagne (fev.-mars 2014) : séminaire Droit de la concurrence et collectivités territoriales.
- *Max Planck Institute for Comparative Public Law and International Law* - Heidelberg - Allemagne (mai 2014) : journées Constitucionalismo latinoamericano, intervention depuis la perspective européenne sur « El período fundacional del constitucionalismo latinoamericano », de Roberto Gargarella.
- *Université Ibn Zohr d'Agadir* - Maroc (juin 2014) : Colloque Modernisation du service public.
- *Universités Houphouët-Boigny et Alassane Ouattara* (octobre 2014) - Côte d'Ivoire : colloque Droit économique et développement des infrastructures.
- *Universités de Navarre (sede Madrid) et UNED de Madrid* - Espagne (février 2015) : Droit administratif comparé, séminaire commun de M2 et soutenance de thèse en label européen.
- *Université de Rabat-Souissi, Faculté de droit* - Maroc (avril 2015) : colloque Droit constitutionnel des collectivités territoriales.